



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des collectivités et de la légalité
Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme
et de l'environnement

Perpignan, le 21/02/2023

Dossier suivi par : Cathy FONTVIEILLE-SAFONT
Tél : 04.68.51.68.66

ARRÊTE PRÉFECTORAL n° PREF-DCL-BCLUE-2023052-0001 du 21/02/2023

Mettant en demeure la société OMYA de respecter les prescriptions applicables à ses 3 carrières dites Saki Coume Roujour, Télévision et Montpeyroux situées sur les communes de Vingrau et Tautavel

Le Préfet des Pyrénées-Orientales

VU le Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement de matériaux de carrière ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2872/94 du 04/11/1994 autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaires blancs par la société OMYA sur le territoire des communes de TAUTAVEL et VINGRAU ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2873/94 du 04/11/1994 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011222-0005 du 10/08/2011, autorisant l'exploitation d'une installation de broyage concassage criblage de matières minérales et installations connexes par la société OMYA sur le territoire des communes de TAUTAVEL et VINGRAU ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1064-97 du 11/04/1997 portant précision sur la destination d'une parcelle autorisée à l'exploitation d'une carrière par l'arrêté n°2872/94 du 04/11/1994 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 812/99 du 17/03/1999 prescrivant des obligations complémentaires à la société OMYA pour la constitution des garanties financières pour la remise en état des sites d'exploitation de sa carrière de TAUTAVEL-VINGRAU ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 47 du 07/01/2005 prescrivant des obligations complémentaires à la société OMYA autorisée à exploiter une carrière sur le territoire des communes de TAUTAVEL et VINGRAU ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 4316/2007 du 06/12/2007 modifiant certaines prescriptions applicables à la société OMYA, autorisée à exploiter une carrière sur le territoire des communes de TAUTAVEL et VINGRAU ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement qui fait suite à la visite d'inspection du 17/01/2023 dont une copie a été transmise à l'exploitant ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 31/01/23 afin qu'il puisse faire part de ses observations ;

Vu l'absence d'observation de la société confirmée par courrier du 7/02/23 ;

CONSIDÉRANT qu'au cours d'une visite réalisée le 17/01/2023, l'inspection des installations classées a relevé des non-conformités par rapport aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 et l'arrêté préfectoral n°2011222-0005 du 10/08/2011 susvisés, qui sont détaillées dans le tableau de constats de faits non-conformes annexé au rapport de la visite d'inspection du 17/01/2023 ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8-I du Code de l'Environnement stipule que « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 171-8-I du Code de l'Environnement il convient de mettre en demeure la société OMYA de respecter les prescriptions applicables pour l'exploitation de ses 3 carrières dites Saki Coume Roujour, Télévision et Montpeyroux situées sur les communes de Vingrau et Tautavel ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du département des Pyrénées-Orientales ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ARRÊTÉ

La société OMYA SAS dont le siège social est situé 6 rue Pierre SEMARD, 51240 OMEY, immatriculation au registre du commerce n°562 072 678 R.C.S. Châlons-en-Champagne, pour ses 3 carrières dites Saki Coume Roujour, Télévision et Montpeyroux situées sur les communes de Vingrau et Tautavel, est mise en demeure de respecter l'ensemble des prescriptions de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 et l'arrêté préfectoral n°2011222-0005 du 10/08/2011 susvisés et notamment de corriger les non-conformités (NC) relevées lors de la visite d'inspection du 17/01/2023, dans un délai de 4 mois comptés à la date de la notification du présent arrêté :

Prévention des pollutions accidentelles

Références réglementaires :

- Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 18.1-I
- arrêté préfectoral n°2011 222-0005 du 10/08/11 article 2.1.1 "consignes d'exploitation"
- arrêté préfectoral n°2011 222-0005 du 10/08/11 article 3.1 "dispositions générales"

Délai : 4 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Non-conformités à corriger :

- arrêt de l'utilisation de la 2ème aire utilisée pour le ravitaillement des engins tant qu'elle n'aura pas été mise en conformité avec les dispositions réglementaires ;
- mettre à jour les documents de suivi des opérations de nettoyage du débourbeur pour permettre une traçabilité des opérations, y compris la justification de l'élimination des déchets ;
- tenir en bon état de propreté l'aire principale de ravitaillement des engins et les bouches d'accès au décanteur afin que ces dispositifs puissent assurer leur fonction ;
- mettre à jour la consigne de ravitaillement des engins les plus mobiles (engins à pneus de type chargeuses, tombereaux et citerne arroseuse) et des engins les moins mobiles (engins à chenilles) en cohérence avec les engagements de l'étude d'impact ;
- fixer dans une consigne d'exploitation les contrôles à effectuer sur le dispositif de traitement des effluents de l'aire de ravitaillement des engins.

Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire :

- arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 18.2.2
- arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 6 « réseau de dérivation des eaux de ruissellement »
- arrêté préfectoral n°2011 222-0005 du 10/08/11 article 2.1.1 "consignes d'exploitation"
- arrêté préfectoral n°2011 222-0005 du 10/08/11 article 3.1 "dispositions générales"

Délai : 4 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Non-conformités à corriger :

- Justifier les conditions de gestion des eaux pluviales au niveau de la verse de Télévision (interne et externes au site) ;
- mettre en conformité les ouvrages de collecte et de traitement des eaux pluviales ;
- fixer dans une consigne d'exploitation les contrôles à effectuer sur les dispositifs de collecte et de traitement des eaux pluviales internes et externes.

Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 11.5

Délai : 4 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Non-conformités à corriger :

- justifier que les conditions de mises en œuvre des produits et de constitution des verses respectent les recommandations de l'étude de stabilité et de l'étude des dangers ;
- mettre à jour la consigne de déchargement des produits en cohérence avec les dispositions prévues dans l'étude de stabilité
- rappeler les consignes aux employés et s'assurer que ces consignes sont respectées ;
- rétablir l'écran paysager en amont de la verse de Montpeyroux par rapport au hameau du pas de l'échelle.

Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 16 bis

Délai : 4 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Non-conformités à corriger :

- Le PGD doit être complété afin de décrire la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, notamment pour ce qui concerne la gestion des eaux de ruissellement, les poussières et le paysage, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement.

Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 16 bis

Délai : 4 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Non-conformité à corriger :

- le PGD doit être complété afin d'y intégrer les procédures de contrôle et de surveillance proposées

Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 16 bis

Délai : 4 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Non-conformité à corriger :

- Le PGD doit reprendre les engagements de l'étude d'incidence concernant le réaménagement des zones de stockage des déchets et précisant la planification du réaménagement en cohérence avec le plan de phasage et de remise en état.

ARTICLE 2 : JUSTIFICATIFS DE MISE EN CONFORMITÉ

La société OMYA doit fournir, dans le délai de 4 mois, un mémoire relatif à la mise en place des actions correctives. Ce document comprendra notamment le tableau de constats de faits non-conformes annexé au rapport de la visite d'inspection du 17/01/2023 dûment renseigné (colonne réservée à la réponse de l'exploitant) et les différents justificatifs nécessaires (factures, photographies, procédures...).

ARTICLE 3 – SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre de la société OMYA des sanctions administratives et des sanctions pénales, prévues par le Code de l'Environnement.

ARTICLE 4 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5 : délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;

soit par courrier, soit par l'application informatique télécours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

ARTICLE 6- EXÉCUTION - AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, les maires de Tautavel et Vingrau, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Pour le préfet, et par délégation,
Le secrétaire général,


Yohann MARCON